

**Point de presse de la porte-parole -
Iran/Arrestation de M. Reza
Khandan - Libye/Entretiens
téléphoniques du ministre avec le
Secrétaire général des Nations
unies, M. Antonio Guterres, et le
Représentant spécial et Chef de la
Mission d'appui des Nations unies
en Libye, M. Ghassan Salamé -
Discussions Belgrade/Pristina**
(Paris, 06 septembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé sa déclaration, fait la déclaration et répondu à la question suivantes :

1 - Iran - Arrestation de M. Reza Khandan (4 septembre 2018)

La France regrette l'arrestation à Téhéran de M. Reza Khandan, époux de Mme Nasrin Sotoudeh, militante iranienne de défense des droits de l'Homme en détention en Iran depuis le 13 juin dernier.

Nous restons très préoccupés par la situation de Mme Sotoudeh, qui a entamé une grève de la faim le 25 août, et souhaitons que Mme Sotoudeh et M. Khandan recouvrent rapidement la liberté.

La France est attachée à la défense des droits de l'Homme et réitère son attachement à la liberté d'opinion et d'expression, en Iran comme partout dans le monde.

2 - Libye - Entretiens téléphoniques du ministre avec le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, et le Représentant spécial et Chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, M. Ghassan Salamé (rappel de la déclaration du 5 septembre 2018)

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu ce jour par téléphone avec le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, et son Représentant Spécial pour la Libye, M. Ghassan Salamé.

Jean-Yves Le Drian a salué l'accord de cessation des hostilités conclu hier grâce à la médiation du Représentant spécial, après dix jours d'affrontements à Tripoli. Il a réaffirmé notre condamnation des violences et des atteintes à la stabilité et à l'autorité du Gouvernement

d'entente nationale. Il a assuré ses interlocuteurs de l'entier soutien de la France à la médiation des Nations Unies et au plan d'action rappelé le 6 juin par le Président du Conseil de Sécurité et le 16 juillet par M. Ghassan Salamé.

En appui des Nations unies et aux côtés de ses partenaires, la France est déterminée à oeuvrer à la poursuite du processus politique et à la tenue d'élections d'ici la fin de l'année, suivant le plan d'action des Nations unies. Ceux qui cherchent à entraver ce processus politique auront à répondre de leurs actes. Elle appelle la communauté internationale, les organisations régionales et l'ensemble des amis de la Libye à unir leurs efforts dans cette direction, notamment à l'occasion de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies.

3 - Discussions Belgrade/Pristina

Q - Quelle est la position de la France sur les discussions entre Belgrade et Pristina sur une éventuelle modification du tracé de la frontière entre la Serbie et le Kosovo ?

R - Un règlement du différend entre la Serbie et le Kosovo est essentiel pour la stabilisation durable des Balkans occidentaux et pour la concrétisation de la perspective européenne de ces deux pays.

La France soutient pleinement la médiation assurée par Federica Mogherini et forme le voeu que des discussions approfondies sur tous les sujets contentieux conduisent prochainement à un accord global et définitif entre les deux pays, conformément au souhait exprimé par les deux présidents.

Le président de la République a marqué l'appui de la France à cette dynamique lors de son entretien avec le président Vucic, à Paris, le 17 juillet et soutient les efforts des deux dirigeants.

La France considère qu'il appartient aux deux parties de déterminer le contenu d'un accord et d'examiner toutes les options pouvant conduire à un règlement global et définitif de ce différend et au renforcement de la stabilité de la région./ ;